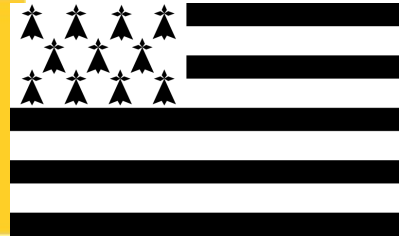




Pas de bébés à la consigne !



Le collectif départemental PAS DE BEBES À LA CONSIGNE 29

Depuis 2009, les professionnels de la petite enfance et les parents s'efforcent de faire comprendre au gouvernement qu'on ne peut pas regarder la petite enfance uniquement dans sa dimension économique. La surdité de l'état a amené la naissance du collectif « pas de bébés à la consigne » qui réunit la très grande majorité des associations de parents, de professionnels et les syndicats.

Malgré un mouvement sans précédent dans notre secteur.(il y a eu plus de 50% des structures d'accueil petite enfance touchées par les grèves en Finistère) le gouvernement a fait passer un nouveau décret en juin 2010. Mais le mouvement ne baisse pas les bras. Nos enfants sont mis en danger par une politique qui sacrifie la qualité pour la quantité.

Nous savons que d'autres modifications sont en réflexion. Ces dernières ne sont toujours pas au bénéfice de l'enfant mais plutôt de l'État qui veut ainsi réaliser des économies répercutant le coût de l'accueil sur les familles et les collectivités locales.

Comme pour tout ce qui n'est pas « rentable »(éducation, médecine, social, handicap ou personnes âgées), nous nous dirigeons vers un accueil à deux vitesses: Les riches bénéficiant d'un service de qualité, avec des professionnels formés et en quantité suffisante contre espèces sonnantes et trébuchantes ; les autres devant se contenter d'un service minimum. Cette tendance peut déjà se remarquer dans les établissements gérés par des entreprises à but lucratif.

Parents et professionnels ne veulent pas voir détruites des décennies d'évolution qui ont permis de passer de la vision du petit enfant comme un simple tube digestif sans intérêt tant qu'il n'est pas productif à celle d'une personne à part entière ayant droit au respect. Le collectif « pas de bébés à la consigne » continuera à se battre pour défendre ceux qui sont trop petits pour le faire eux mêmes et à parler pour ceux qui ne le peuvent pas encore !

Le collectif demande :

au gouvernement: d'abroger le décret de juin 2010.

De retirer la petite enfance de la « Directive Service Européenne », comme beaucoup d'autres États, pour éviter que l'enfant soit vu comme une matière rentable.

aux élus politiques: de s'engager face à leurs électeurs à maintenir la qualité d'accueil en refusant l'application de ce décret et en investissant dans le développement de l'accueil

aux professionnels de la petite enfance et aux gestionnaires (accueil collectif ou individuel) de rester vigilant au bien être des enfants dont ils ont la responsabilité et de ne pas les considérer comme un moyen de financement.

Aux parents de veiller au bien être de ce qui est le plus précieux pour eux. De ne pas voir uniquement l'accueil de l'enfant comme le moyen de pouvoir aller travailler.

Le collectif propose

Un plan d'urgence pour l'accueil du jeune enfant avec plusieurs axes de réflexion :

Développer les places d'accueil en individuel et en collectif, avec un véritable investissement financier et une véritable réflexion sur la qualité de cet accueil.

Maintenir la possibilité de scolarisation précoce (avant trois ans) qui est un gage d'égalité des chances. Cet accès à l'école devant être adapté au développement de ces enfants : groupes réduits, professionnels formés

Une politique de formation des professionnels (de l'assistant maternel à l'éducateur de jeune enfant en passant par le professeur des écoles) en nombre suffisant. Permettre une évolution de carrière de ces professionnels et des passerelles entre les différents modes d'accueil pour éviter la lassitude, l'épuisement .

Un cadre législatif clair pour l'ensemble des modes d'accueil (incluant les modes d'accueil innovants) garantissant la sécurité et un accompagnement de qualité de l'enfant

Enfin, nous exprimons notre soutien aux professionnels des entreprises de crèches qui relatent de plus en plus de souffrance à travailler dans des établissements pratiquant un management commercial en vue de rentabiliser l'accueil des jeunes enfants.

Nous tenons entre nos mains l'avenir de notre société. Nous sommes responsables des fondations de ce que seront les adultes de demain. Même si le temps cache le travail des professionnels de la petite enfance, il est hors de question de faire des économies sur ces bases. Dans une société qui ne pense qu'au bénéfice à court terme, nous continuerons à militer pour l'investissement à long terme qu'est la Petite Enfance.

Pour cela, nous demandons aux professionnels, parents et élus de soutenir le mouvement en participant aux actions mises en place ce vendredi 11 mars

rassemblement devant la mairie de Brest à 14h

- **ARPE Pen Ar Bed** : Association des Responsables Petite Enfance du Finistère
- **ACEPP 29** : Association des Collectifs Enfants Parents Professionnels
- **Association Don Bosco** : Initier et développer les solidarités
- **EPAL** : Évasion en Pays d'Accueil et de Loisirs
- **CFDT Brest Métropole Océane/Interco**
- **FNEJE** : Fédération Nationale des Éducatrices de Jeunes Enfants
- **ANPDE** : Association Nationale des Puéricultrices Diplômées d'État
- **ANAP** : Association Nationale des Auxiliaires de Puériculture
- **Divskouarn** : association de promotion du bilinguisme précoce (avant la scolarisation)
- **CEMEA de Bretagne** : Centre d'Entraînement aux méthodes d'Éducation Active

CONTACT : pasdebebesalaconsigne29@laposte.net